



**L'éducation dans la
coopération belge au
développement**

Recommandations d'Educaid.be

28 mai 2015

Educaid.be

Educaid.be est une plateforme nationale qui réunit des institutions, organisations et individus qui opèrent dans le domaine de l'éducation et de la formation dans le cadre de la coopération au développement en Belgique. La plateforme veut renforcer la capacité et l'expertise de ses membres et développer et soutenir la politique belge en matière d'éducation et de développement.

Vision d'Educaid.be

Tous les enfants – filles comme garçons – du Sud ont un accès égal à une éducation de qualité qui leur donne les capacités dont ils ont besoin pour valoriser au mieux leur potentiel humain, pour pouvoir subvenir à leurs besoins de façon durable, pour pouvoir contribuer à une société harmonieuse et démocratique, et pour améliorer leur bien-être individuel et familial.

Recommandations pour le secteur de l'éducation dans la coopération au développement belge

1. Investissements pour l'éducation = impact réel

Tout d'abord, l'éducation est **un droit humain fondamental** qui est repris dans plusieurs conventions pour les droits humains, dont la Convention internationale sur les droits de l'enfant, la plus ratifiée. C'est un droit humain qui a un effet multiplicateur au niveau individuel, familial et sociétal.

Educaid.be soutient les conclusions formulées entre autres par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), la Banque mondiale et l'UNESCO, concernant l'impact important de l'éducation sur le développement humain et économique :

- Une éducation de qualité offre des chances à de nouvelles générations et est crucial pour **briser les cycles de discrimination, d'inégalité et de pauvreté**.
- L'éducation donne un accès à **un travail, un revenu et une vie décentes**. L'éducation engendre une augmentation des revenus et une croissance économique. Chaque année de scolarisation supplémentaire résulte en une augmentation du revenu individuel de 10%, tandis que chaque année supplémentaire moyenne fait avancer le produit intérieur brut (PIB) de 0.37%.
- L'éducation mène à une **amélioration de la santé**. Chaque année de scolarisation supplémentaire des mères résulte ainsi en une diminution de la mortalité infantile de 5 à 10%.
- L'éducation favorise une prise conscience accrue de la **globalisation** et ses effets, tels que les changements climatiques, la migration, etc.
- L'éducation joue un rôle dans la **consolidation de la paix** et la **promotion de la démocratie**. L'éducation est une des conditions pour l'établissement de sociétés harmonieuses et est cruciale dans la lutte contre le fondamentalisme religieux.
- L'éducation est cruciale pour des **relations égalitaires entre femmes et hommes**. L'éducation pour les filles donne aux filles et aux femmes l'opportunité de faire leur propres choix et de développer une vie pleine et digne. Les filles qui reçoivent une éducation de qualité se marient plus tard, ont moins d'enfants, ont un meilleur revenu,

sont moins souvent victimes de violences (sexuelles), et savent se protéger contre les mariages précoces et d'autres pratiques néfastes.

2. Priorités pour l'éducation

Selon le Rapport Mondial de Suivi sur l'Education pour Tous 2015¹, malgré des avancements dans le nombre d'élèves inscrits dans l'école primaire, il y a toujours 58 millions d'enfants qui n'ont pas accès au cycle primaire. En plus, chaque année, 34 million d'élèves quittent prématurément l'école et les chiffres ne prennent pas en compte ceux qui vont à l'école mais qui n'apprennent pas suffisamment en raison de la faible qualité de l'enseignement.

Par ailleurs, les inégalités dans les résultats d'apprentissage restent globalement fortes. En 2015, 250 millions d'enfants ne seraient toujours pas capables de lire et écrire quand ils atteignent la quatrième année. Au moins 781 million d'adultes ne maîtrisent pas les capacités basiques de lecture. Ceci a des répercussions importantes sur l'accès à la formation continue et/ou au marché du travail. Il y a aussi un manque d'enseignants formés.

A partir de ces constats, Educaid.be souligne l'importance de **trois priorités d'enseignement**, reliées entre elles :

- Parvenir à un **accès égalitaire et réel** à l'éducation pour des populations défavorisées, exclues, ainsi que pour des enfants et jeunes vulnérables, avec une attention particulière pour les femmes et les filles ;
- Viser une **augmentation des taux de réussite** et donc une **réduction du décrochage scolaire** ;
- Une amélioration des **résultats d'apprentissage** à la fin de différents niveaux d'enseignement.

Educaid.be plaide pour une éducation et une formation **de qualité** dans le Sud, avec entre autres une attention particulière pour des enseignants et dirigeants d'écoles compétents, des curricula et méthodes pédagogiques ainsi que du matériel didactique approprié.

Educaid.be souligne également l'importance d'une **approche holistique** de l'éducation et de la formation : un **renforcement réciproque de tous les niveaux de l'enseignement et des transitions aisées entre eux-ci**, à partir de l'initiation préscolaire vers le primaire et le secondaire jusqu'à l'enseignement supérieur, et entre les niveaux d'enseignement formel et informel (notamment dans la formation technique et professionnelle), ainsi que la transition de l'éducation au monde du travail et l'apprentissage à vie. Ceci implique une approche multisectorielle et multi-acteurs, incluant également la société civile locale et les autorités publiques.

3. L'éducation et la coopération au développement belge: moyens et modalités

Malgré les défis continus, la plupart des donateurs (dont la Belgique) font d'année en année moins d'efforts pour honorer leurs promesses envers le Sud. Educaid.be lance donc un appel au gouvernement belge pour mettre un terme aux réductions budgétaires récurrentes dans la coopération au développement et rehausser **l'aide publique au développement (APD) belge** à 0,7%, obligation légale que la Belgique s'est imposée à partir de 2010.

¹ <http://fr.unesco.org/gem-report/>

Le **secteur de l'éducation** en particulier est devenu, la dernière décennie, moins important pour la coopération belge au développement. Surtout dans sa coopération bilatérale, la Belgique a donné une priorité très claire pour les secteurs de l'agriculture et de la santé. L'éducation est pourtant aussi l'un des secteurs prioritaires statutaires de la coopération bilatérale. L'éducation est un secteur prioritaire dans seulement 4 des 18 pays partenaires de la Belgique. Aussi en ce qui concerne la taille du budget, le secteur de l'éducation est bien en dessous des autres deux secteurs. En plus, malgré une augmentation des moyens pour l'éducation entre 2011 et 2013, on constate une nouvelle baisse en 2014.

Le ministre de la coopération au développement prévoit une réforme du secteur. Au courant des prochaines semaines il y aura sans doute plus de clarté à ce sujet. Educaid.be demande au ministre de saisir cette réforme pour **redonner à l'éducation une place plus proéminente** dans la coopération au développement belge, en utilisant tous les canaux bilatéraux, multilatéraux et indirects. Educaid.be recommande en outre que cette priorité politique soit ancrée non seulement du point de vu du contenu mais également financièrement. L'éducation de qualité pour tous constitue un élément essentiel de l'approche des droits humains, ainsi qu'un outil important pour un développement économique intégré.

Educaid.be demande également que la Belgique soit, sur les fora internationaux et diplomatiques, un ardent défenseur d'investissements nationaux et internationaux adéquats dans l'accès égal à une éducation de qualité. La Belgique devrait, dans les négociations concernant le nouveau **cadre de développement durable post-2015**, défendre une **interprétation ambitieuse de l'objectif pour l'éducation** qui reflète les priorités éducatives décrites ci-dessus. Cependant, cet objectif doit être accompagné d'un cadre de financement ambitieux qui permettra d'en effet l'atteindre. Les efforts de la communauté internationale pour ce faire sont en ce moment largement inadéquats. Entre 2010 et 2012, les moyens internationaux pour l'éducation ont diminué de 10% (ou 1,3 milliard de \$ US) tandis que l'UNESCO a calculé que les donateurs internationaux devront investir 22 milliards \$ US supplémentaires *chaque année* dans l'éducation si on veut atteindre l'ODD proposé !

Educaid.be souhaite, finalement, voir la **cohérence politique** suffisamment protégée en ce qui concerne l'éducation et la coopération au développement entre les différentes branches de la structure étatique belge et les différents départements.